



FÉDÉRATION NATIONALE DE LA LIBRE PENSÉE

Membre de
l'Association Internationale de la Libre Pensée (AILP)

10/12 rue des Fossés-Saint-Jacques 75005 PARIS

Tél. : 01 46 34 21 50

libre.pensee@fnlp.fr – <https://www.fnlp.fr>

- COMMUNIQUÉ DE PRESSE -

Visite du Pape : Combien d'argent public ?

Le Pape **Léon XIV** visite la France du 26 au 28 septembre 2026. *La Croix*, quotidien catholique, annonce déjà une débauche d'argent, la visite coûterait au bas mot **20 millions d'euros**. Il y a quelque indécence à claironner qu'il s'agit d'une « *visite historique* » quand le **Gouvernement Macron/Lecornu-bis** engage une politique de **Marche à la Guerre** qui saccage les Services publics et toutes les aides à la Population et quand les **Pouvoirs publics** ne peuvent faire fonctionner que 5 Canadairs sur 12 quand les incendies ravagent le Pays.

Au cours des 8 semaines qui nous séparent de la Semaine papiste, la **Fédération nationale de la Libre Pensée** s'exprimera hebdomadairement pour dénoncer cette gabegie financière et démontrer les hypocrisies et faux-semblants qui président à cette mise en scène du Show-Papal.

Léon XIV est un Chef religieux, c'est comme cela qu'il se présente, et c'est comme cela qu'**Emmanuel Macron** le recevra à l'Élysée, comme *la Croix* l'annonce fièrement. Le Pape **François** avait rusé en disant lors de ses trois visites en France qu'il ne visitait pas le pays, mais seulement des villes. Le Pape **Léon XIV** exige d'être reçu officiellement par le Gouvernement et l'Élysée plie le genou devant lui. Depuis la **Ve République**, mais surtout avec la **Macronie**, le Palais de l'Élysée est devenu une étape officielle de tous les Pèlerinages religieux en tous genres : un jour *la Hanoucca*, un autre le **Vatican** et en permanence l'**Église catholique**.

La **Libre Pensée** dénonce l'affabulation affirmée sur l'air des Évangiles et de l'encens que « *le Saint-Siège serait un État comme les autres* ». La **Libre Pensée** le démontrera, encore une fois, avec force arguments. Les **authentiques Laïques** sont soulevés d'indignation quand ils entendent **Emmanuel Macron**, prétendant parler au nom de tous les Citoyennes et Citoyens de ce pays et déclarer : « *Nous nous réjouissons que Sa Sainteté le Pape Léon XIV ait confirmé son voyage en France. Cette visite en septembre prochain sera un honneur pour notre pays, une joie pour les Catholiques et un grand moment d'Espérance pour tous* ».

Pas en notre Nom, pas ça et pas lui !

Une nouvelle fois, la **Laïcité de l'État** va être violée. Des moyens colossaux sur les Fonds publics vont être utilisés pour une activité religieuse au détriment de la **loi du 9 décembre 1905 de Séparation des Églises et de l'État**, qui est fondée sur un principe simple : « *La République ne reconnaît, ne salarie ni ne subventionne aucun culte.* »

Une débauche d'argent public va être détournée des Fonds publics pour cette violation de la Laïcité. La **Municipalité de Metz** a déjà débloqué **500 000 €** pour recevoir le Pape en Terre

Concordataire. La **Place de la Concorde** sera réquisitionnée pour une grande Messe publique, ainsi que le **Stade de France**. **Combien cela va-t-il couter d'Argent public, en Hommes et Matériels, pour faire organiser cela par la Puissance Publique ?** Le Gouvernement doit répondre à cette demande laïque.

Depuis plusieurs années, **Emmanuel Macron** et les Gouvernements successifs prétendent défendre la « *Laïcité* » lorsqu'il s'agit de stigmatiser une partie de la population, notamment les Citoyens de **Confession musulmane**, au nom de la lutte contre le « *Séparatisme* ». Dans le même temps, lorsqu'il s'agit de l'**Église catholique**, les Financements publics, les Honneurs officiels et les dérogations aux Principes républicains semblent aller de soi.

Le **Pape** va dire une Messe au **Stade de France**, qui est un Bien Public. La **Conférence des Évêques de France**, organisatrice du Voyage, a-t-elle signé un **Contrat d'Engagement Républicain**, comme l'impose la *loi du 24 août 2021* dite « *Séparatisme* », qui fait obligation de promouvoir la **Laïcité** et les **Principes républicains**, dont le **Vatican** se moque comme de sa première soutane ? Y aurait-il deux poids et deux mesures pour avoir une salle publique, selon qu'on est une **Association laïque** voire **Musulmane** ou le **Vatican** ? L'**Égalité devant la loi** n'est-elle pas un **Principe républicain** ?

Le Samedi 26 septembre 2026 à 14h30 **Dans une Conférence de presse retransmise en visio**

« À l'occasion de sa présence en France, nous interpellons le Pape sur deux problèmes et nous lui demandons de répondre :

► **Crimes de l'Église** alors que les Victimes de Crimes sexuels se comptent par millions dans le monde (330 000 rien qu'en France). Va-t-il ouvrir toutes les archives ecclésiastiques pour que la Vérité soit faite ? Et pour que les coupables soient livrés à la **Justice des Hommes** ? Nous organisons **une Conférence internationale** à Rome le 17 février 2028 (pour enjambrer les élections nationales en France et en Italie) en commun avec l'**Association Internationale de la Libre Pensée** et de nombreuses **Associations de Victimes** à travers le monde. Nous y demanderons à être reçus par le **Vatican** pour que la Justice et la Réparation soient faites. **Le Pape nous recevra-t-il et agira-t-il en conséquence ?**

Nous ferons cette **Conférence de presse** avec des **Association de Victimes** et notre Camarade **Libre Penseur** Anglais **Keith Porteous Wood**, Expert auprès de la **Commission des Droits de l'Homme de l'ONU** et ayant présenté plusieurs rapports sur cette question à l'ONU. Ils interviendront dans la **Conférence de presse** pour expliquer leurs actions.

► **Droit de Mourir dans la Dignité**. L'Église est arqueboutée contre l'**Aide au Suicide assisté** et à l'**Euthanasie**. Il est dit dans la presse que le **Pape** interviendra contre la loi nouvellement adoptée du 15 juillet 2026. Nous dirons : le **Droit de choisir sa fin de vie** est un nouveau **Droit de l'Homme** : *Bas les pattes du Vatican devant la Liberté de conscience*, liberté de chacun de choisir sa vie et sa fin. **Il n'existe aucune autorité supérieure à l'Homme qui peut lui imposer de forcer sa volonté et sa conscience.**

Nous avons demandé à nos **Amis de l'Association pour le Droit de Mourir dans la Dignité (ADMD)** d'être avec nous à cette **Conférence de presse** et d'y intervenir.

Paris, le 11 août 2026